

Viva Cité

LE JOURNAL DES QUARTIERS DE STRASBOURG

Du 25 mai au 7 juin 2015 > n° 16 • 1,50 € • ISSN 2268-7602

A man wearing a red safety vest over a blue polo shirt and dark gloves is focused on packing bread into a white metal shopping cart. He is holding a large, round, braided loaf of bread in his left hand and a clear plastic bag filled with smaller loaves in his right. The cart is already filled with various types of bread, including long loaves and smaller rolls. The background shows the interior of a bakery with shelves and equipment.

L'antigaspi au ralenti

Malgré les actions de lutte contre le gâchis alimentaire, les consommateurs restent difficiles à mobiliser.

Le parc urbain prend racine

Ecologie, accessibilité, pédagogie : le parc naturel urbain s'installe dans le paysage depuis avril. Mais les riverains ne l'utilisent pas encore pour sortir de leurs quartiers respectifs.

A quelques mètres de la route des Romains, la tour du Schloessel, seul vestige des douze tours de guet de Strasbourg, surplombe le quartier de Koenigshoffen. Encore récemment, seule une portion de chemin permettait de s'approcher du bâtiment de cinq étages entouré par les hautes herbes. Aujourd'hui, des clôtures végétales, un kiosque métallique qui rappelle la forme de la tour et des accès piétons ont été créés. « Nous avons fait un chemin en pavage naturel, avec une pose à l'ancienne pour respecter le caractère du lieu, décrit Michel Reutenauer, le gérant de la SCOP Espaces Verts, une société d'aménagements paysagers qui a travaillé sur l'accessibilité. Nous voulons garder l'équilibre entre l'Homme et la nature. »

Revaloriser le quartier

Cet équilibre est au cœur de la philosophie du Parc naturel urbain Ill-Bruche (PNU). L'idée a été lancée en 2008 par Armand Jung, député PS du Bas-Rhin, et a remporté l'adhésion des associations de riverains. La concertation lancée par la Ville en 2010 a duré trois ans et a abouti à l'élaboration d'une charte qui définit les orientations écologiques et sociales du PNU. Aujourd'hui, celui-ci compte plus de 300 hectares de terrain reliés par des pistes cyclables et des sentiers balisés par le Club vosgien, mais aussi des jardins familiaux, des potagers partagés et différents échantillons du patrimoine local, comme l'église Saint-Arbogast. Le but : relier entre eux les quartiers modestes de Koenigshoffen, Montagne-Verte et l'Elsau tout en respectant les espaces



© Mathilde Loire / Cuej

naturels. A la confluence de l'Ill et de la Bruche, ce territoire est inondable, donc non constructible, et doté d'un patrimoine historique qui remonte à l'époque romaine. Près de la tour du Schloessel, Anne-Cécile Schibert, une riveraine, observe les changements avec sa famille et est agréablement surprise : « Avant, on ne pouvait même pas atteindre la tour. Maintenant, c'est bien, ça revalorise un peu le quartier, ça donne envie de revenir. Et ils ont respecté la nature. » Cette réaction, Eric Elkouby (PS), adjoint au maire en charge des quartiers Koenigshoffen-Montagne-Verte-Elsau, dit l'entendre souvent. Pour lui, « trois quartiers qui ne se parlaient pas sont aujourd'hui un territoire. Les riverains découvrent les investissements, s'identifient à cet endroit ».

Des associations partenaires...

Mais le véritable lien vient de la collaboration entre les associations. Le projet le plus emblématique est celui porté par les centres socio-culturels (CSC) Camille-Claus, Montagne-Verte et Elsau. Avec l'aide de deux artistes, les participants vont créer des œuvres éphémères sur le thème des villes utopiques. « Cela doit permettre de faire découvrir le parc, affirme Daniel Chinaglia, directeur de Camille Claus. Les œuvres, des sortes de cabanes, seront installées dans les CSC et sur les sentiers du parc pour relier les quartiers entre eux. » Le projet commencera à

■ La tour du Schloessel, vestige du XIV^e siècle, va accueillir la maison du PNU, un lieu de pédagogie autour de la nature.

35 000

habitants sur le territoire du PNU.

300

hectares de terrain.

3

quartiers : Montagne-Verte, Koenigshoffen et l'Elsau.

l'été et se fera sur deux ans. Les organisateurs veulent toucher tous les riverains, quel que soit leur âge, et surtout ceux des quartiers prioritaires des politiques de la Ville.

... qui agissent ensemble

Désormais en contact, les associations valorisent les actions mutuelles. « Je fais de la pub pour la marche nordique le vendredi, même si ce n'est pas nous qui organisons car c'est un bon moyen de découvrir le territoire », raconte Christine Hebbing, présidente de Koenigshoffen Demain, qui s'intéresse au PNU depuis le début. Sa structure aide les écoles locales à organiser des sorties, et s'occupe d'un jardin partagé avec Parenchancement, une autre association du quartier. De l'autre côté du parc, à l'Elsau, le Foyer Saint-Arbogast et son président Jean-Claude Meyer font découvrir tous les lieux historiques du territoire. Pour lui, « les gens découvrent doucement le parc, et plus on organisera d'événements, plus on pourra développer l'intérêt pour ce patrimoine naturel et culturel ». Déjà bien pris en compte par les associations de secteur, les aménagements de la zone Ill-Bruche doivent encore être intégrés par les habitants du territoire. Pour la Ville, le projet est pourtant déjà considéré comme un succès. En témoigne sa volonté de l'étendre aux quartiers nord.

Mathilde Loire

Pénurie de supermarchés

Depuis la fermeture du Leclerc Express début avril, le quartier de l'Elsau ne compte plus aucune supérette. Les riverains s'adaptent et espèrent une réouverture.

C'est comme ça, on ne peut rien y faire ! » La phrase revient sur les lèvres des habitants de l'Elsau, qui profitent du marché du quartier pour faire quelques achats. Bien plus qu'énervés, ils sont résignés, abattus en évoquant la fermeture du Leclerc Express, rue Watteau, au début du mois d'avril. Désormais, il n'y a plus aucune supérette dans ce quartier de 7000 habitants. Un nouveau coup dur pour les Elsauviens, déjà privés de distributeur automatique bancaire depuis 2013. Il ne reste aujourd'hui plus que deux épiceries.

Une grande partie des habitants du quartier a appris la fermeture en découvrant le rideau du supermarché baissé. « Ma famille et moi, on a la voiture, on va faire nos courses ailleurs, explique Béatrice, qui habite le quartier depuis 40 ans. Mais les personnes âgées ou handicapées ne peuvent rien faire. On risque de devenir un quartier fantôme. » Jeannette, elle, continue à acheter ses fruits et légumes dans les épiceries, comme elle l'a toujours fait. Pour le reste, elle prend le tram direction Faubourg national, où se trouve un autre Leclerc : « Ici les clients ne calculent pas le temps qu'ils mettent dans les transports, mais le centime qu'ils peuvent économiser. »

7000 personnes habitent dans le quartier de l'Elsau.

d'insécurité récurrents. « Au début, c'est vrai, il y a eu un peu d'insécurité, concède un habitant. Quelques jeunes rentraient dans le magasin en vélo. Une vendeuse m'a même dit qu'il y avait eu quelqu'un avec une hache. Mais c'était vraiment au début, c'est tout. »

Un magasin peu rentable

Des incidents, certes, mais d'autres raisons sont évoquées. Pour Jean-Emmanuel Robert, conseiller municipal UMP qui habite à l'Elsau depuis 17 ans, le magasin a fermé « à cause de

novembre dernier, Eric Elkouby, adjoint au maire du quartier, annonçait lors de l'assemblée générale de l'Association des résidents de l'Elsau (AREL), qu'un accord avec Carrefour avait été trouvé pour reprendre le commerce. Michel Wittasse, président de l'AREL, s'en souvient, et assure qu'Eric Elkouby avait affirmé « qu'un long week-end devait suffire à son aménagement ». Le gérant était même, semble-t-il, désigné et recruté.

« On nous a promis l'installation d'un nouveau magasin pour mi-mai, mais je



© Eric Bonnet / Cuej

Répercussions sur les autres commerces

Les commerces restants souffrent de la baisse de l'activité commerciale du quartier, accentuée après la fermeture de Leclerc. Le gérant d'une épicerie, située dans la même rue que le supermarché, fait face à une diminution de son chiffre d'affaires. « Les grandes surfaces créent du passage et font bouger les commerces à côté. Les gens achetaient certains produits au supermarché puis passaient ici prendre leurs fruits et légumes », assure-t-il.

Ces deux dernières années, les rumeurs autour de la fermeture de Leclerc Express s'étaient accentuées. Elles faisaient part de problèmes

■ Les rumeurs de fermeture du supermarché couraient depuis deux ans.

la dégradation du quartier, qui a provoqué une baisse du pouvoir d'achat ».

Wilson Martinez, secrétaire général de la CGT commerce du Bas-Rhin, rappelle que depuis plusieurs années, Leclerc se « débarrasse des supermarchés qui génèrent le moins de bénéfices. » D'autres succursales de l'enseigne, à Koenigshoffen et Montagne Verte, ont également fermé l'an passé.

Carrefour annoncé

Pour éviter la dégradation du bâtiment, la mairie et la société immobilière Locusem, détenue majoritairement par l'Eurométropole, ont endossé le rôle d'intermédiaires pour trouver un remplaçant à Leclerc. En

ne crois que ce que je vois », s'emporte Josiane Reibel, élue-locataire travaillant à Consommation logement et cadre de vie (CLCV). « Les négociations avec Carrefour ont capoté », soutient Jean-Emmanuel Robert. Eric Elkouby nie cette information et affirme qu'il n'y a « aucune difficulté » dans ce dossier et que le Carrefour City ouvrira « avant l'été ».

Aujourd'hui, les Elsauviens s'inquiètent et critiquent le manque d'informations. Sur la façade du bâtiment de Leclerc Express, seule reste une pancarte : « Magasin fermé pour transformation. »

**Eric Bonnet
Gaëtan Plenet**

Une affaire en chantier

Trop de bureaux, recul des espaces verts. Des associations de riverains s'opposent au projet Wacken Europe, notamment sur la chaufferie et le quartier tertiaire.

Alors que les pelleteuses s'activent sur le chantier du futur quartier d'affaires international (QAI), certains riverains poursuivent leur lutte contre les différents projets de l'Eurométropole au quartier Wacken. Outre le QAI, la chaufferie biomasse, le barreau autoroutier et le nouveau parc des expositions suscitent l'inquiétude.

on convaincre des commerces et des habitants de s'installer dans une zone de bureaux ? »

Développement économique versus vie de quartier

Un argumentaire partagé par Alain Jund, chef de file des élus écologiques, dont le groupe s'est abstenu lors du vote sur le choix du promoteur

de développement économique, c'est un projet de combat pour l'emploi et pour la croissance de notre ville », avait-il déclaré.

Parmi les autres dossiers du moment, c'est la chaufferie biomasse Eco2Wacken qui concentre les efforts des associations de riverains. Alors que les travaux du réseau de chaleur ont débuté en avril, celles-ci ont déposé un recours en référé au tribunal administratif de Strasbourg le 6 mai, pour faire annuler le permis de construire.

Motif : son installation au sein de la ceinture verte. Cette zone qui forme une boucle autour de Strasbourg, ne peut accueillir plus de 20% de constructions, afin de préserver les espaces verts. « *Je n'ai rien contre cette chaufferie mais ils devraient la mettre ailleurs* », lance Denis Matter, président de l'association Zona (Zone non aedificandi), qui défend le respect de la ceinture. Il conteste la méthode de calcul des autorités et affirme que la barre des 20% serait franchie avec la construction de la chaufferie. « *C'est un manque de rigueur évident des politiques* », déplore-t-il.

La justice tranchera sur la chaufferie

Alain Jund s'en remet aux conclusions de la justice : « *Le désaccord sur les méthodes de calcul des 20% d'espaces construits est une simple question d'interprétation. Ils ont un point de vue, nous en avons un autre. C'est un débat sain.* » L'adjoint au maire justifie également le choix de cet emplacement par son côté pratique. Installer la chaufferie en périphérie entraînerait une déperdition d'énergie lors de son acheminement vers les bâtiments qu'elle doit alimenter.

Avec ce recours, les associations espèrent retarder le projet Wacken Europe dans son ensemble et de se faire entendre. Notamment sur le nouveau parc des expositions et le barreau routier censé faciliter l'accès au quartier.

Alexandre Rousset



© Alexandre Rousset / Cuej

Arnault Pfersdorff, président de l'association de défense des intérêts des riverains de la rue Tivoli et environs, s'alarme de la tertiarisation du Wacken, notamment à travers le QAI, prévu pour 2017 : « *Le quartier européen est déjà mort. Il ne vit vraiment que pendant les sessions du Parlement. Et là, on veut encore ajouter 70 000 m² de bureaux* », déplore-t-il en rappelant que le quartier accueille déjà le siège de banques et d'assurances, le Conseil régional, le parc des expositions et le palais de la musique et des congrès. Le projet du QAI prévoit pourtant 250 logements et 3000 m² de commerces et de services de proximité. Mais Arnault Pfersdorff trouve cela insuffisant et doute que ces espaces trouvent preneurs : « *Comment va-t-*

■ Les travaux de déblaiement pour le futur QAI ont commencé aux abords de la cité-jardin Ungemach.

2017

C'est l'année où seront livrés les premiers lots du quartier d'affaires international.

pour le chantier, au conseil municipal du 15 décembre 2014 : « *Le territoire de la CUS compte déjà 200 000 m² de bureaux disponibles, soit près de six années de stock en matière de tertiaire.* » L'adjoint au maire en charge de l'urbanisme et de la transition énergétique relevait aussi « *la crainte des écologistes que ce quartier, malgré un ajout de logements, ne renforce un modèle qui revient à une forme de sectorisation de l'espace. Bref, l'inverse de ce que nous voulons faire.* »

Lors du conseil municipal du 22 octobre 2012, Alain Fontanel, adjoint au maire en charge du QAI, défendait ce projet. Pour lui, il répond à une demande de tertiaire haut de gamme, et il anticipe une éventuelle extension du quartier européen. « *C'est un projet*

Les incivilités à l'amende

Les opérateurs de l'entreprise de sécurité privée Cityveille, sous-traitante de la CTS, verbalisent les comportements irrespectueux depuis début juin.

Poser ses pieds sur la banquette d'en face ou fumer une cigarette dans une rame du tram n'était, jusqu'à présent, sanctionné que par un rappel à l'ordre. Le dispositif de médiation mis en place par la Compagnie des transports strasbourgeois (CTS) s'arme désormais d'un outil répressif : la verbalisation. Celle-ci a été confiée à l'entreprise de sécurité privée Cityveille, sous-traitant de la CTS depuis 2007. Avant de commencer les tâches de médiation et de prévention, les agents de Cityveille sont formés, puis assermentés par le tribunal de grande instance, ce qui leur permet de délivrer des contraventions. Pour prévenir les voyageurs, ils ont distribué en mai des « cartons jaunes », des prospectus détaillant les amendes encourues. « Ce n'est que de la com, on fait de la pédagogie », assure Jean-Luc Metzger, directeur d'exploitation de la CTS.

S'adapter aux besoins

Difficile de savoir combien d'agents seront effectivement affectés à cette mission. Le contrat qui lie actuellement la CTS et Cityveille est calculé en volume horaire. « 40 000 heures en tout, dont 5000 dédiées à la verbalisation », détaille Jean-Luc Metzger. L'argument de la CTS est le suivant : « Le dispositif instauré via la prestation de services par une entreprise spécialisée est le moyen le plus adapté pour adapter les ressources à la fluctuation des besoins. » En d'autres termes, des manifestations comme le marché de Noël, la foire européenne ou des sorties scolaires réclament une présence supplémentaire dans les rames.



© Nicolas Serve / Cuej

En temps normal comme lors d'événements particuliers, la CTS note que les comportements irrespectueux se sont substitués aux agressions proprement dites : entre 2010 et 2014, la compagnie a constaté une baisse de 31% des incidents sérieux envers le personnel, de 34% envers les usagers et 62% de jets de projectiles sur les rames en moins.

Prévenir, mais pas contrôler

« Ce n'est pas forcément d'agressions dont se plaignent le plus les usagers, corrobore André Roth, secrétaire de l'association Astus, un collectif d'usagers des transports en commun. L'une des demandes qui remonte le plus à la permanence téléphonique concerne les incivilités. »

D'où le recours à une société spécialisée, et non l'embauche de personnel en interne. Les agents de Cityveille « ont une mission de prévention qui leur appartient, on ne va pas mélanger contrôle des billets et prévention », continue Jean-Luc Metzger. En effet, les agents de sécurité seront en mesure de délivrer des contraventions uniquement en cas de constat d'une incivilité, le contrôle du titre de transport n'intervient que dans un second temps.

Malgré tout, les quelque 70 contrôleurs salariés de la CTS voient dans la mise en place de ce dispositif un coup

70 contrôleurs circulent sur les réseaux de la CTS. Une dizaine d'employés de Cityveille les secondent pour des missions de médiation.

5000

Les heures dédiées à la verbalisation par les opérateurs de Cityveille.

31%

La baisse des incidents graves à l'intérieur du tram entre 2010 et 2014.

d'essai visant, en 2018 (échéance du contrat passé avec Cityveille), à sous-traiter l'ensemble des opérations de contrôle, et plus seulement la verbalisation des comportements déplacés. « Il s'agit de réduire la voilure au fur et à mesure pour démanteler le service de contrôle interne. C'est le management moderne, confie un agent de la CTS qui a souhaité garder l'anonymat. Eux (les employés de Cityveille) sont payés au Smic, nous on leur coûte plus cher. »

Les syndicats divisés

L'annonce de cette extension de pouvoir a provoqué un tollé parmi les syndicats de contrôleurs. CGT, FO, UNSA et CFDT avaient engagé un mouvement de grève fin novembre 2014, dont le préavis courait jusqu'en janvier 2015. Mais la CFDT et l'UNSA se sont rapidement désolidarisés du mouvement lorsque la direction de la CTS a précisé que les agents de Cityveille s'en tiendraient à leur mission première : sécurisation et verbalisation des « incivilités », le contrôle des titres de transports ne pouvant être le motif premier de l'opération. Crainte principale des contrôleurs de la CTS : un scénario comme à Montpellier, où une partie des contrôles des tickets est sous-traitée à une société privée ce qui tend à mettre en compétition les deux catégories de personnel.

Nicolas Serve

La salle de shoot se fixe à l'hôpital

Bordeaux, Paris et Strasbourg sont les premières villes françaises candidates à l'expérimentation de salles de consommation à moindre risque. L'association Ithaque sera en charge de la structure, installée à l'hôpital civil.

Une brève sonnerie. La porte de la salle de shoot s'ouvre. Un jeune homme brandit un ticket. Une fiche de renseignements lui est tendue en retour. Il coche : « 18-25 ans. Héroïne. Intraveineuse. » L'échange ne prend que quelques secondes. Il attrape son kit d'injection, se dirige vers un poste et s'assoit. À sa gauche, Séverine et Charles (les prénoms ont été modifiés) sont assis l'un en face de l'autre. Elle lui tend son bras. Il se saisit d'un garrot. Reflétée par la glace, la veine apparaît, gonfle. Charles approche l'aiguille et injecte la dose à sa femme. Séverine, mouchoir usé en main, tamponne nerveusement la sueur de son visage. « *Moi j'ai eu une enfance heureuse, au sein d'une famille aimante. Avant je ne buvais pas, ne fumais pas. J'ai commencé la drogue en soirée. C'était occasionnel, festif. Et un jour, j'ai insisté pour que mon mari me fasse goûter l'héroïne.* » En tirant anxieusement sur l'échancrure de son tee-shirt, elle précise : « *Nous nous sommes rencontrés quand nous étions encore normaux.* »

Ce type de scène est quotidien dans la salle de shoot Abrigado, au Luxembourg. Et peut-être bientôt à l'hôpital civil de Strasbourg. La capitale européenne est en effet candidate à l'expérimentation d'une salle de consommation à moindre risque (SCMR). Une possibilité ouverte par l'Assemblée nationale lors du vote le 7 avril de la loi sur la modernisation du système de santé. Si le texte est finalement adopté par le Parlement, ce sera l'association strasbourgeoise Ithaque, engagée depuis plus de vingt ans auprès des toxicomanes, qui supervisera la structure à partir de 2016 et pour une durée de six ans.

L'hôpital pour « rassurer les riverains »

Cette association a déjà travaillé sur le sujet. Début 2013, Ithaque avait déposé un projet à l'Agence régionale de santé, transmis par la suite à la Mission interministérielle de lutte contre la drogue. Une péniche et le quartier gare avaient été évoqués pour héberger la salle. Mais ces lieux n'ont pas été retenus. Danièle Bader-Ledit, directrice d'Ithaque, conçoit que l'implantation sur le site de l'hôpital « *rassure les riverains et les usagers* ». Aujourd'hui, elle imagine les futurs locaux

85

Nombre de salles en Europe, sur un total de 93 dans le monde.

93 000

Nombre de seringues distribuées en 2014 par Ithaque, qui constate un retour de la pratique de l'intraveineuse.

25

Nombre de salles de consommation en Allemagne.



divisés en trois espaces : accueil, consommation et repos. Les conditions d'admissibilité seront celles définies dans le cahier des charges national : l'accès aux mineurs sera par exemple interdit. Ithaque envisage aussi de faire passer un entretien préalable aux usagers de drogue pour confirmer qu'ils sont bien consommateurs réguliers. La salle de shoot sera divisée en deux parties : l'une comprendra huit postes dédiés à l'injection et deux au « sniff », l'autre un espace pour fumer. Avant chaque prise, le toxicomane devra présenter ses produits. Il pourra demander un entretien individuel avec des membres de l'équipe dans l'espace repos. Médecin, infirmiers, psychologues et travailleurs sociaux : en tout 14 postes, indépendants du personnel hospitalier, vont être créés pour encadrer le fonctionnement de la salle. « *Le bâtiment mis à disposition par le CHU occupera une surface de 300 m² avec un accès extérieur indépendant sur le quai Pasteur* », précise Christophe Gautier, le directeur général du centre hospitalier universitaire de Strasbourg.

Aider les usagers et réduire les nuisances

Les objectifs de la mise en place de cette salle de shoot varient selon les porteurs du projet. Pour l'association Ithaque, la mission première est de réduire les transmissions de maladies infectieuses (VIH et hépatites) en apportant un cadre propre et sécurisé. « *Il faut partir des habitudes des usagers, accepter qu'ils se défontent pour pouvoir leur conseiller des pratiques moins dangereuses* », souligne Danièle Bader-Ledit, directrice d'Ithaque. L'association espère aussi recréer un lien social avec les toxicomanes marginalisés. « *Le but est de permettre aux usagers de se sentir bien et de sortir de la stigmatisation* », poursuit-elle. Le chemin vers la substitution et le sevrage est très long pour un toxicomane. Et avant qu'il ne songe à l'emprunter, les conditions d'hygiène et les problèmes sociaux sont à prendre en compte. L'un des buts affichés du projet de loi est de réduire les nuisances associées à l'usage de drogues : visibilité de la consommation, baisse du nombre de seringues usagées sur la voie publique, réduction de la criminalité. Mais l'implantation d'une SCMR au sein de l'hôpital pourrait engendrer



© Manon Descoubès / Cuej

■ Au guichet de la salle de shoot Abrigado, au Luxembourg, les toxicomanes échangent leurs tickets contre un kit : rouge pour l'injection, blanc pour l'inhalation.

un déplacement des nuisances autour de la structure. Au Luxembourg, Didier, éducateur spécialisé à Abrigado, reconnaît que « certains toxicomanes, ne pouvant attendre, se piquent autour de la salle et que la police tolère les petits deals ». Lors du conseil municipal du 20 avril, Pascal Mangin, élu UMP-Modem, posait la question de la sécurité : « Quels dispositifs seront prévus aux abords de la salle où viendront se fournir les consommateurs auprès de leurs revendeurs, créant ainsi un lieu de trafic de drogue ? » L'introduction de drogue dans un espace de soin public « suscite également des interrogations au sein des équipes hospitalières », reconnaît le directeur général de l'hôpital civil de Strasbourg.

La toxicomanie, une maladie ?

Aucun personnel hospitalier ne travaillera dans la salle, qui ne sera rattachée à aucun service en particulier. Le directeur du CHU de Strasbourg défend pourtant cette localisation en justifiant que cela « rendra plus facile l'aiguillage des toxicomanes vers le soin ». Un point de vue partagé par le docteur Alexandre Felz, adjoint au maire en charge de la santé : « Les intervenants dans la salle vont orienter les usagers vers les structures de soins généraux et vers les traitements de la dépendance. » La proximité avec les services d'urgence permettra aussi une meilleure gestion des overdoses.

A Abrigado, une autre vision de la toxicomanie est mise en avant. « Pour nous, l'addiction n'est pas un problème médical mais un problème avant tout social. Les gens très marginalisés n'iront pas à l'hôpital. La France a une obsession pour le cadre médical et a tendance à psychiatriser sans cesse la toxicomanie », estime Didier, l'éducateur spécialisé.

Le débat prend une dimension éthique et morale. Une loi de 1970, toujours en vigueur, considère le toxicomane à la fois comme malade et délinquant. Un paradoxe dans la législation qui subsiste dans les mentalités. La localisation des salles de shoot à l'hôpital tend à estomper ce contresens. En France, la toxicomanie est en passe de basculer du côté de la maladie.

Violette Artaud
Manon Descoubès

« Ce sont des pieds nickelés »

Deux affaires de vol ont été jugées le 7 mai au tribunal correctionnel de Strasbourg. A chaque fois, les malfaiteurs ont été rattrapés à cause de leur incompetence.

Quatre cambriolages ou tentatives entre le 17 et le 20 février 2014 dans de petits villages alsaciens. À quatre reprises, leur Ford Focus verte a été aperçue par des témoins. Certains les ont même mis en déroute. Leur voiture a également été flashée non loin de maisons cambriolées. Deux Géorgiens étaient cités à comparaître devant le tribunal correctionnel de Strasbourg, ce 7 mai. Seul Razhden R. était présent dans la salle d'audience. Il avait été arrêté sept mois après ces faits, à l'aéroport de Saint-Étienne, une valise pleine de bijoux et de cuillers en argent en sa possession. Alors qu'il est en détention depuis lors, son acolyte court toujours.

Razhden R. était loin de se douter que les policiers étaient sur leurs traces. Il leur avait donné son numéro lors de ce qui ressemblait à un simple contrôle, dans le quartier de l'Elsau, au milieu de la série de vols. Son téléphone a servi à de nombreuses reprises à proximité des lieux des cambriolages.

« J'ai menti, c'est le numéro d'un des autres Géorgiens », se défend Razhden R., Des « dénégations farfelues » qui ne sont pas du goût de la procureure, ni des juges. Verdict : un an ferme.

D'où proviennent les neuf pots catalytiques retrouvés dans le coffre de la BWM de ces trois Roumains, jugés en comparution immédiate ? Les versions fluctuent : au moment des faits, ils se trouvaient en vacances en Espagne. Ensuite, ils expliquent les avoir achetés dans la région parisienne. Finalement, Ion C. et sa compagne Nicoletta B., racontent qu'ils étaient au casino à Kehl quand Adrian H. est allé chercher les pots chez un ami. Qu'en est-il du coupe-tube saisi dans la voiture et du pantalon couvert de cambouis d'Adrian H. ? La procureure tance ces « bandes de voleurs organisés qui écumant les campagnes et les villes ». L'avocate de la défense relativise : « Ce sont plutôt des pieds nickelés. » Les casiers judiciaires du jeune couple, sont encore vierges, contrairement à celui d'Adrian H. « Ce travail requiert une technicité que le couple n'avait pas. »

Adrian H. écope finalement de huit mois d'emprisonnement. Quatre mois avec sursis pour Ion C., trois mois d'emprisonnement sans maintien en détention pour Nicoletta B. « On ne veut plus vous revoir en France ! », tance le président de séance. Leur argent est confisqué. Ion C. glisse un mot à l'oreille du traducteur, qui s'adresse alors au juge : « Je traduis, mais j'ai honte, monsieur le président. "Est-ce que vous pouvez nous donner un billet de train jusqu'en Italie ?" » La salle éclate de rire. Ion C. et Nicoletta B. devront bel et bien rentrer par leurs propres moyens.

Loup Espargilière

1986

Date de l'ouverture de la première salle à Berne, en Suisse.

800 000 euros

Le budget annuel d'une salle de consommation à moindre risque.



Capitulation et consommation

Le 8 mai ne revêt pas la même signification des deux côtés du Rhin. Férié en France, c'est un jour (presque) comme un autre en Allemagne. Alors qu'à Strasbourg, c'est la solennité qui prime, Kehl est envahie par les Français : terrasses bondées, commerces et marché pris d'assaut, bouchons sur tout le pont de l'Europe.

Pendant ce temps-là, les rues de Strasbourg paraissent bien vides en ce vendredi ensoleillé. On y commémore la fin de la Seconde Guerre mondiale et la capitulation... allemande. Le matin, les cérémonies se déroulent place de la République : remises de médaille, dépôts de gerbes et discours protocolaire. Puis, au mess des officiers, place Broglie, la Légion d'honneur est remise à cinq hommes et une femme, anciens résistants, déportés ou Malgré-nous ayant déserté pour rejoindre les Forces françaises libres.

Texte et photos : Mathilde Loire, Gaëtan Plenet et Raphaëlle Vivent







© Loup Espargillière / CUEJ

De bonnes intentions dans la poubelle

Les actions menées pour réduire le gaspillage alimentaire n'atteignent pas vraiment leurs objectifs. Premiers concernés, les particuliers peinent à changer de comportement.

L'adoption le 12 mai de la loi Macron a, entre autres, entériné l'amendement censé lutter contre le gaspillage alimentaire. Celui-ci prévoit de permettre aux supermarchés de distribuer leurs invendus alimentaires à des associations. Un texte qui met tout le monde d'accord. Sans surprise, il ne change rien. « C'est un effet d'annonce, car tout ce qu'on peut donner, on le donne déjà », estime Jean-Mikaël Lombino, responsable sécurité à Auchan Haute-pierre. Cette

■ D'après un rapport du ministère de l'Agriculture de 2011, dans la restauration collective, chaque personne gaspille 167 grammes par repas en moyenne.

démarche est en effet autorisée et même incitée fiscalement.

Un rapport du député PS Guillaume Garot, remis au gouvernement le 15 avril, propose d'aller plus loin en obligeant les grandes surfaces à donner leurs invendus. Les associations saluent l'idée, mais craignent la complexité de sa mise en œuvre. « Il faut voir le fonctionnement : qui va chercher les dons ? Où les stocker ? etc... Et puis ça nécessiterait un tri sur place pour vérifier que les produits soient consommables. Parfois, les supermarchés se

débarrassent un peu de leurs déchets en nous donnant des produits », raconte Edith Stehr, secrétaire départementale des Restos du cœur. Mêmes inquiétudes du côté de la Banque alimentaire qui récupère et distribue 2000 tonnes de nourriture par an. Cependant, l'association estime que les commerces donnent moins depuis quelques années. « Avec la crise, ils font beaucoup plus attention et gèrent mieux leurs stocks : ils gardent les produits jusqu'au dernier moment et créent des rayons à dates

courtes », constate Claudia Sigwalt, encadrante technique et logisticienne à la Banque alimentaire. Une meilleure gestion qu'on retrouve également dans le milieu de la restauration : « *Il y a cinq ans, le pouvoir d'achat était supérieur. Aujourd'hui, on essaie d'exploiter au maximum les produits* », témoigne Jacques Eber, président du syndicat des restaurateurs de Strasbourg.

L'antigaspi, un art de vivre

Si la distribution et la restauration sont souvent désignés comme les champions du gâchis alimentaire, ce sont en réalité les ménages qui gaspillent le plus, avec près de 4 millions de tonnes de denrées alimentaires jetées par an, soit 38% du total. « *Beaucoup n'achètent pas les bonnes quantités de produits par rapport à la composition de leur foyer, ne savent pas comment les conserver et n'en font pas une utilisation optimale lors de l'élaboration des repas* », explique Pierre-Robert Boëdec, en charge des déchets à l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe) d'Alsace.

Un comportement en partie dû aux fameuses dates de péremption, déconcertantes pour beaucoup. Nombre de consommateurs jettent des denrées après l'expiration de leur date de durabilité minimale. Or, même si le produit peut perdre une partie de ses qualités, il reste toujours consommable. Une confusion existe aussi avec la DLC (date limite de consommation), qui, elle, a un caractère impératif, bien que certains aliments puissent également se conserver plusieurs jours après. Edith Stehr déplore l'influence de ces sigles : « *Les bénéficiaires des Restos du cœur deviennent aussi de plus en plus difficiles, ils refusent parfois des produits à cause de DLC proches ou parce qu'ils sont un peu moches.* »

Prenant le contre-pied de la société de l'abondance et de la surconsommation, des citoyens lancent leurs propres initiatives. Le 10 mai, Disco Soupe Strasbourg organisait sa huitième édition. Sous le soleil, et accompagnées d'une fanfare, une quinzaine de personnes armées d'économies et de couteaux se sont réunies devant le musée d'art moderne. Avec

20 à 30 kg

de denrées encore consommables sont jetées par an et par habitant.

7 kg

de produits jetés encore emballés par an et par habitant.

159 euros

gaspillés par an et par habitant.

140 kg

de nourriture gaspillés par an et par habitant sur l'ensemble de la chaîne alimentaire.

les invendus récoltés la veille par le collectif, elles ont préparé du gaspacho et des salades de fruits, qu'elles ont distribués gratuitement à une soixantaine d'habitants et de passants. L'objectif est double : lutter contre le gaspillage et faire la fête. « *L'antigaspi, c'est une manière de vivre* », sourit Jérémie Joncheray, graphiste indépendant et fondateur de Disco Soupe Strasbourg. Une philosophie qui touche cependant un cercle restreint de personnes, celles déjà sensibles aux questions du développement durable. « *Cela concerne tout le monde mais peu de gens se sentent concernés* », regrette Camille, jeune animatrice, en découpant une orange.

Un état de fait constaté sur le terrain par d'autres acteurs. « *Lors de la journée nationale de lutte contre le gaspillage alimentaire en octobre 2014, nous avons installé un stand place Kléber. Mais c'étaient souvent les initiés qui s'arrêtaient, pas les autres* », avoue Françoise Bey, vice-présidente de l'Eurométropole, en charge des déchets.

Un programme local pour lutter contre le gaspillage

L'Eurométropole a donc choisi de sensibiliser dès le plus jeune âge, dans les cantines scolaires. « *C'est là où nous avons une marge de manoeuvre* » commente Françoise Bey. Depuis le mois de novembre, les instituteurs de l'école maternelle Sainte-Madeleine organisent des animations et des jeux autour des repas pour initier les enfants au thème du gaspillage. « *Ils réagissent plutôt bien et le fait qu'ils en parlent à leur parents est significatif. Mais c'est encore trop tôt pour parler de résultats concrets* », raconte David Warnier, responsable périscolaire du site. L'action fait partie des projets montés dans le cadre du Programme local de prévention des déchets (PLP), signé en 2010 entre l'Ademe et l'Eurométropole. L'agglomération strasbourgeoise est l'une des premières en France à s'être engagée dans ce dispositif, qui prévoit une réduction de 7 à 10% des déchets ménagers en cinq ans – un objectif atteint aujourd'hui avec 8,19% de réduction.

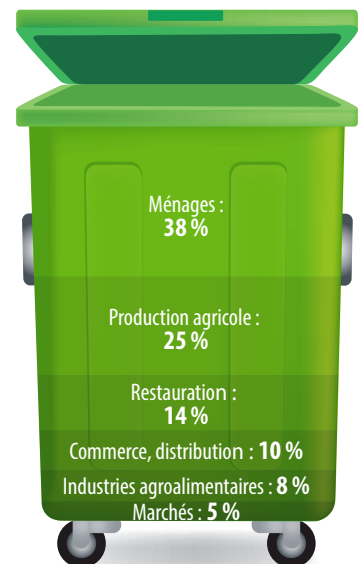
Autre mesure du PLP, cette fois tournée vers les particuliers : le soutien au compost individuel et collectif.

L'Eurométropole rembourse 40 euros pour tout bac acheté, soit entre 50 et 75% du prix de l'objet. Au total, 305 subventions ont été versées l'année dernière. Pas d'aide en revanche pour les commerces et les restaurants, qui doivent s'orienter vers des organismes privés. De plus, le compostage exige une logistique particulière : « *C'est sympa, mais pas en ville, on n'a pas de place et le règlement sanitaire est trop strict* », explique David Wagner, chef et propriétaire du restaurant La Table du Gayot. L'Eurométropole va lancer fin juin un comité de réflexion sur ce sujet, en s'inspirant notamment de Reims, qui a signé une charte avec les restaurateurs de la ville.

La taxe au poids

Autre piste suivie pour diminuer les ordures ménagères, et donc inciter à moins gaspiller : la redevance incitative. Ce principe du « pollueur-payeur » consiste à taxer en fonction du poids de la poubelle. Après l'avoir mise en place pour les associations, les administrations et les entreprises, l'Eurométropole envisage dans les prochaines années de l'étendre aux particuliers. Un système qui pose de nombreuses questions en ville, où les poubelles sont souvent collectives, mais qui pourrait être efficace pour responsabiliser les foyers.

La part des acteurs du gaspillage



Dans l'attente des glaneurs

Dès l'automne, une association distribuera des cagettes de denrées encore consommables, récupérées sur le marché du boulevard de la Marne.

Vous êtes étudiants ? Tenez, c'est gratuit. » Samedi, treize heures, fin de marché sur le boulevard de la Marne. Les maraîchers bradent leurs invendus, un euro la cagette débordant de tomates plus très fraîches, ou les laissent à même le sol. Etudiants, retraités, chômeurs ou sans domicile fixe, les glaneurs attendent que les ventes se terminent pour rassembler les denrées encore consommables que les commerçants abandonnent derrière eux. Sur ce marché, ils sont une petite quinzaine à revenir chaque semaine. Certains glanent par contestation, pour donner un coup de projecteur sur cet incroyable gaspillage. Mais pour la majorité d'entre eux, en situation de précarité alimentaire, le glanage est un moyen de subsistance.

D'ici septembre, une tente sera peut-être implantée pour encadrer cette pratique. En effet, l'un des objectifs des anti-gaspi est de normaliser le glanage, parfois perçu comme dégradant, par les observateurs comme par ceux qui y ont recours. « *Se baisser, ramasser ce qui traîne, ça a quelque chose d'humiliant* », explique Claude Fender, qui travaille à Eco-Conseil, association de droit local spécialisée dans l'environnement et le développement durable.

Initiée à Lille en 2010, l'association La Tente des glaneurs s'est, depuis, installée dans une vingtaine de villes



en France. Le concept et le nom sont gratuits, à condition de respecter la charte éthique mise en place par le fondateur, Jean-Loup Lemaire. Le système est simple : à la fin du marché, les bénévoles installent leur stand, collectent les cagettes et distribuent les invendus aux glaneurs de manière équitable.

La rencontre de deux initiatives

Des principes qui ont séduit Claire Noyer, étudiante en architecture et ancienne glaneuse en Allemagne. En décembre, avec un groupe d'amis de l'Institut national des sciences appliquées (Insa), elle entame les démarches pour monter une Tente des glaneurs à Strasbourg. Il s'avère que l'Eurométropole a demandé en février une étude de faisabilité à Eco-Conseil pour implanter une tente des glaneurs sur le marché du boulevard de la Marne, choisi pour sa taille et la grande diversité des maraîchers présents. « *On a d'abord identifié le*

■ Déjà une quinzaine de personnes glanent sur le plus grand marché de Strasbourg.

gisement, c'est-à-dire l'étendue du gaspillage, évalué ce qui serait redistribuable, raconte Claude Fender, en charge de l'étude avec trois autres éco-conseillers. *On a ciblé le samedi parce que les invendus sont plus importants : c'est difficile de les revendre au marché suivant.* » Au cours de son enquête de terrain, l'éco-conseiller a rencontré les jeunes fondateurs de La Tente des glaneurs strasbourgeoise et une collaboration s'est installée.

« *Eco-Conseil nous a vraiment facilité la tâche*, avoue Chloé Garcia, secrétaire de l'association. *L'étude était faite, ils nous ont donné des contacts, des idées de financement...* » Les étudiants de l'école d'architecture ont évalué le budget nécessaire à 3000 ou 5000 euros, pour acquérir tentes et caisses de tri. « *On pense aussi à des sweats pour être bien reconnaissables*, ajoute Chloé Garcia. *Mais pas aux couleurs de l'Eurométropole, sinon les commerçants se sentent fliqués. Déjà qu'ils ne seront pas tous partants...* »

Afin de fonctionner correctement, l'association aura besoin d'une dizaine de bénévoles présents sur le marché, pour ramasser, trier et distribuer les fruits et légumes. Mais Claire Noyer est optimiste : « On s'est créé un énorme réseau de gens volontaires pour donner un coup de main et, ici, les glaneurs s'entraident beaucoup. » À ses yeux, la tente est plus qu'un moyen de lutte contre le gaspillage et la précarité : c'est aussi un lieu où les glaneurs peuvent retrouver une certaine dignité. « Contrairement aux Restos du Cœur, pas besoin de certificat pour accéder à la structure. Et surtout, il y a une grosse différence entre ramasser les légumes pourris par terre et recevoir un panier préparé sur un stand. C'est un peu comme s'ils faisaient leurs courses. »

Normaliser une pratique

Les étudiants espèrent qu'en installant une tente et en normalisant la pratique, les glaneurs seront plus nombreux, et les commerçants plus enclins à donner. « C'est notre objectif ! Plus de glanage, ça entraînera beaucoup moins de gâchis », avance Claire Noyer. Lors de la présentation du projet, ils ont senti un véritable intérêt et un soutien à l'Eurométropole. « Au début, ils avaient peur parce qu'on est étudiants et jeunes, sourit Chloé Garcia. Mais on est là pour au moins quatre ans, ça nous laisse le temps de



■ À partir de fruits et légumes destinés à être jetés, le collectif Disco Soupe organise des ateliers cuisine et des soupes festives.

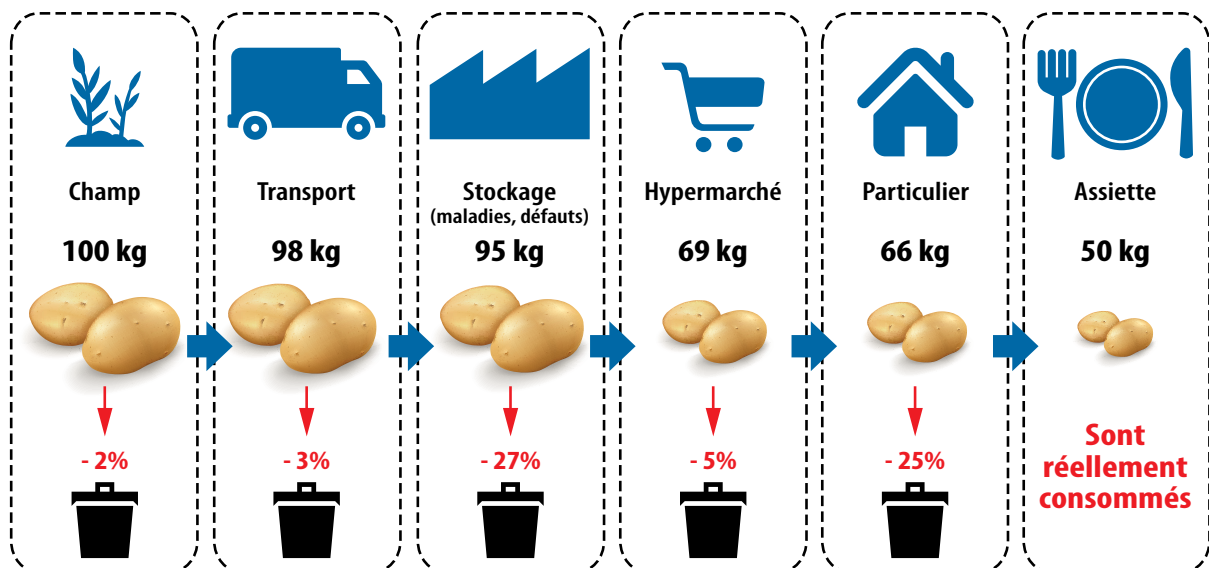
bien implanter l'association et d'assurer la relève ! » À la remise du rapport d'Eco-Conseil à l'Eurométropole, il a été décidé que les étudiants de l'Insa porteraient le projet. La tente devrait être expérimentée à l'automne.

Dossier réalisé par
Tsvetana Balabanova,
Nina Moreno,
Loïc Schaeffer,
Raphaëlle Vivent

Le doggy bag s'emballe

Venu des Etats-Unis et bien implanté en Allemagne, le « doggy bag » a longtemps fait grincer les dents des Français gastronomes. Ramener les restes de son assiette à la maison pour diminuer le gaspillage : l'idée se fraie pourtant un chemin. La société TakeAway propose déjà aux restaurants volontaires des boîtes en carton à mettre à la disposition des clients. Le changement d'habitude prendra quelques années selon les restaurateurs.

Du champ à l'assiette, 50% de pertes



Foncièrement hétérogène

Pour faire face à la baisse des dotations de l'Etat, toutes les collectivités revoient leurs taux de taxe foncière à la hausse.

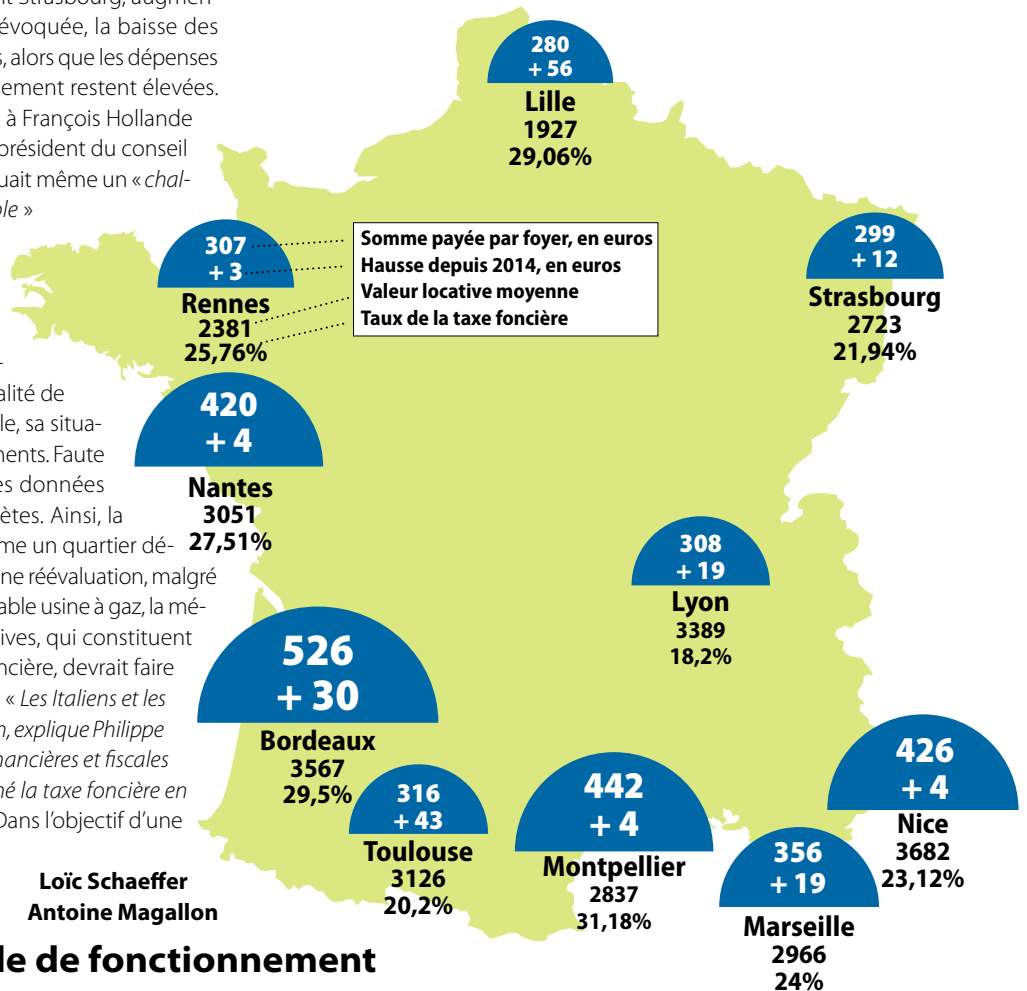
En 2015, la note de la taxe foncière grimpe pour les ménages. Outre la revalorisation annuelle de l'assiette prévue par la loi de finances, le Bas-Rhin, l'Eurométropole et certaines communes, dont Strasbourg, augmentent leur taux. Principale raison évoquée, la baisse des dotations de l'État aux collectivités, alors que les dépenses de fonctionnement et d'investissement restent élevées. Dans une lettre ouverte adressée à François Hollande mi-avril, Frédéric Bierry, nouveau président du conseil départemental du Bas-Rhin, évoquait même un « *challenge de plus en plus insurmontable* » à propos du financement des aides sociales.

Des critères à revoir

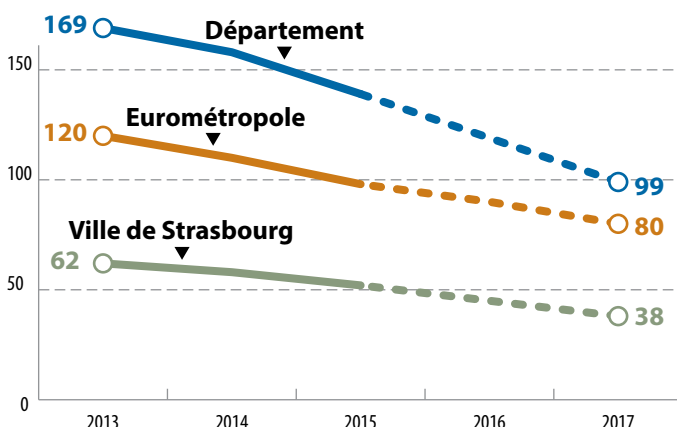
Les bases d'imposition d'une habitation prennent en compte la qualité de construction du logement, sa taille, sa situation géographique et ses équipements. Faute de mises à jour depuis 40 ans, les données foncières sont aujourd'hui obsolètes. Ainsi, la Grand' Rue, autrefois classée comme un quartier dégradé, n'a depuis fait l'objet d'aucune réévaluation, malgré un changement de standing. Véritable usine à gaz, la méthode de calcul des valeurs locatives, qui constituent la base d'imposition de la taxe foncière, devrait faire l'objet d'une réforme d'ici à 2018. « *Les Italiens et les Britanniques ont trouvé une solution, explique Philippe Le Gand, responsable des études financières et fiscales de l'Eurométropole. Ils ont supprimé la taxe foncière en l'intégrant à l'impôt sur le revenu.* » Dans l'objectif d'une plus grande équité fiscale.

Loïc Schaeffer
Antoine Magallon

Le grand écart des augmentations dans les villes de plus de 200 000 habitants



Dotation globale de fonctionnement en millions d'euros



© Cuej Infographies / Sources : Eurométropole, Département du Bas-Rhin

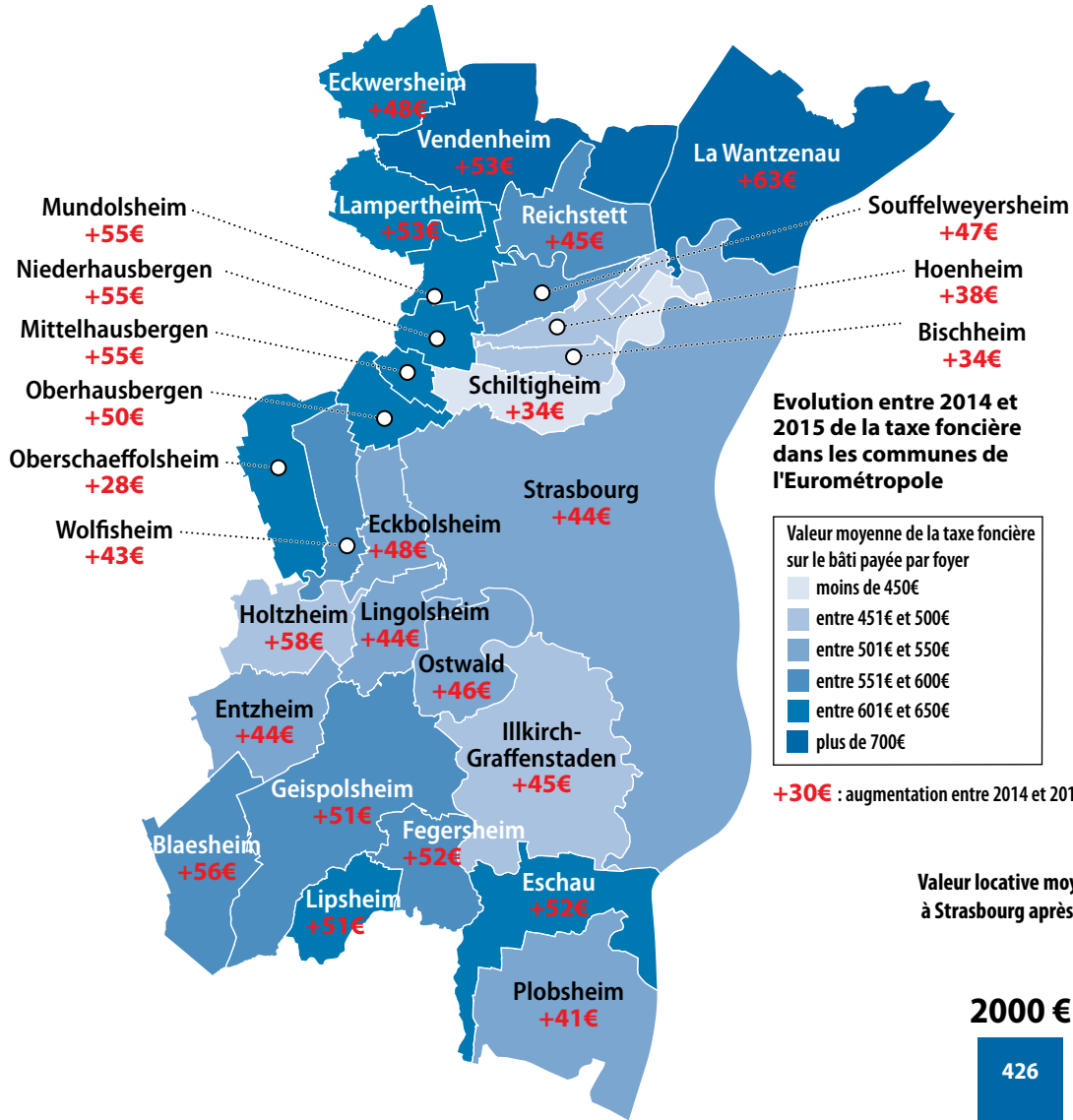
4,5 millions

C'est la somme en euros que l'Eurométropole espère récupérer grâce à la hausse de son taux de taxe foncière en 2015.

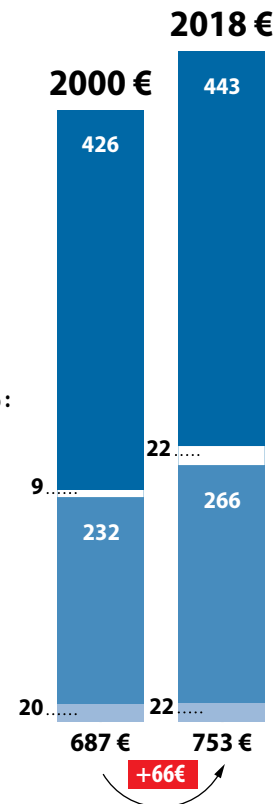
23 euros

C'est la hausse moyenne par foyer de la taxe foncière dans l'Eurométropole en 2015.

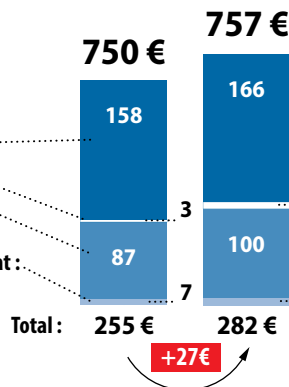
Une hausse généralisée



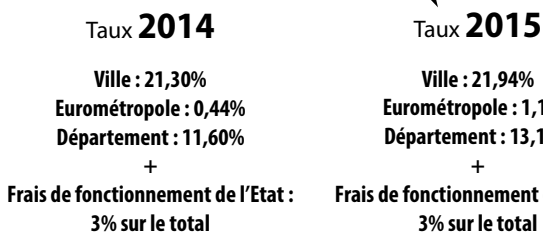
Valeur locative moyenne d'un 5 pièces à Strasbourg après abattement de 50% :



Valeur locative moyenne d'un studio à Strasbourg après abattement de 50% :



Loi de finances : +0,9% sur les valeurs locatives



Golnaz Afraz, un regard persan

L'artiste d'origine iranienne a gagné une reconnaissance internationale avec le prix Saatchi Art.

Le buste d'une femme mystérieuse avec des lunettes de soleil, et à droite, le visage d'un homme. Il observe des images fragmentées du quotidien : un groupe d'hommes qui discutent dans la rue, une partie de cartes à l'intérieur d'un bar... Une végétation luxuriante et colorée complète cette composition. C'est un univers personnel que la jeune artiste Golnaz Afraz, 34 ans, a reproduit dans l'œuvre *Le reflet du monde*. Cette peinture à l'acrylique a remporté le 6 février le concours international Saatchi Art, organisé par la galerie en ligne d'une prestigieuse maison londonienne. Un prix qui récompense la singulière trajectoire de cette artiste strasbourgeoise née à Téhéran, dont la peinture provoque un dialogue entre l'art iranien et occidental.

Une approche différente de l'art

Après un baccalauréat en mathématiques, Golnaz Afraz a étudié l'art à l'université de Téhéran. « *Je ne voulais pas devenir une artiste, je voulais juste apprendre à faire de la peinture* », reconnaît-elle. Mais en 2008, elle continue sa formation en France, le pays « idéal pour l'art et la peinture ». Elle choisit alors d'étudier en master d'arts plastiques à l'université de Strasbourg, « parce que c'est une ville étudiante et une capitale culturelle ».

Au cours de ses études à Strasbourg, elle a remis en cause son apprentissage de Téhéran, plus pratique et basé sur la tradition. « *En France, les facultés d'art sont beaucoup plus théoriques qu'en Iran* », affirme Golnaz Afraz. Alors que ses camarades réalisaient surtout des installations et de la vidéo, elle était presque la seule à faire de la peinture. Malgré ses doutes, elle a toujours reçu le soutien de



■ Dans ses toiles, Golnaz Afraz mêle éléments du quotidien et tradition iranienne.

son professeur Germain Roesz, qui l'a encouragée « à peindre de grands formats », sans pour autant abandonner sa propre patte.

En 2012, Golnaz Afraz attire l'attention de la propriétaire de la galerie Brûlée, l'Iranienne Elahé Zahedi, arrivée en France en 1993. « *J'avais toujours eu envie d'exposer l'œuvre d'un artiste iranien, mais je n'en avais trouvé aucun intéressant avant de rencontrer Golnaz* », raconte la galeriste. Après sa première exposition individuelle il y a trois ans, et plusieurs autres en collectif, Golnaz Afraz retrouve pour la deuxième fois la galerie Brûlée en mars et en avril, dans le cadre de la Quinzaine culturelle iranienne. Cet événement, organisé par l'association Strass Iran afin de diffuser la culture perse à Strasbourg, a réuni plusieurs jeunes artistes iraniens habitant en Alsace, comme Ainaz Nosrat, Sima Jahangirian ou Elham Etemadi.

Inspirée par les miniatures

« *Après les années 2000, on observe une vague d'étudiants iraniens en art* », affirme le président de Strass Iran, Syamak Agha Babaei. Pour lui, l'une des clés du succès de la peinture de Golnaz Afraz est « sa capacité à garder son propre bagage culturel ». Et notamment l'influence de la miniature persane, l'art le plus emblématique de la tradition farsie. « *Je m'inspire de ses couleurs et de sa composition* », explique-t-

elle, en reconnaissant sa prédilection pour Bezhad, un artiste du XV^e siècle. D'après Elahé Zahedi, ses peintures, comme les miniatures persanes, sont « très chargées, mais harmonieuses ».

« Depuis mon arrivée en France, je suis plus libre »

Ses références principales appartiennent toutefois à l'art occidental : l'Allemand Sigmar Polke et l'Américain David Salle, des peintres figuratifs qui utilisent les couleurs avec une grande liberté. Le style de Golnaz Afraz leur ressemble, car sa peinture se distingue par « sa maîtrise de la couleur et la complexité de ses compositions », affirme la commissaire de la galerie Saatchi Art, Rebecca Wilson. Dans ses tableaux, l'artiste vise à refléter la réalité de son quotidien, mais à travers un regard singulier, morcelé : « *J'aime observer ce qui se passe autour de nous et le visualiser comme je le ressens*, résume Golnaz Afraz. *Depuis mon arrivée en France, je suis beaucoup plus libre dans mes couleurs, mes sujets...* » Une liberté d'esprit qui cohabite avec une vie rangée. Après ses études, l'artiste-peintre s'est mariée et elle a adopté la nationalité française. A présent, elle espère seulement « continuer à vivre de la peinture ». Elle a déjà vendu plus de cinquante œuvres par l'intermédiaire de la galerie en ligne.

Enric Bonet

Centre universitaire d'enseignement du journalisme (CUEJ), Université de Strasbourg.

11 rue du Maréchal Juin
CS 10068
67046 Strasbourg
Tél : 03 68 85 83 00
<http://cuej.unistra.fr>
<http://cuej.info>

DIRECTRICE DE LA PUBLICATION :
Nicole Gauthier

ENCADREMENT :
Pascal Bastien,
Catherine Daudenhan,
Daniel Muller,
Stéphanie Peurière

RÉDACTEUR EN CHEF :
Tsvetana Balabanova

ICONOGRAPHIE :
Loup Espargillière

RÉALISATION :
Violette Artaud,
Tsvetana Balabanova,
Enric Bonet,
Manon Descoubès,
Loup Espargillière,
Mathilde Loire,
Antoine Magallon,
Nina Moreno,
Gaetan Plenet,
Alexandre Rousset,
Loïc Schaeffer,
Nicolas Serve,
Raphaëlle Vivent

PHOTO DE UNE :
Raphaëlle Vivent

INFOGRAPHIE :
Antoine Magallon,
Loïc Schaeffer

MAQUETTE :
Daniel Muller

IMPRESSION :
Imprimerie de l'Université de Strasbourg.

ISSN 2268-7602.